

AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 29

février 2009

LE VENEZUELA S'ÉCLIPSE

La méthode du retrait

En octobre dernier, une importante délégation du Processus de Kimberley a visité le Venezuela afin de discuter du maintien de la participation du pays au PK. Le Venezuela, un producteur de diamants de taille moyenne, n'a enregistré presque aucune exportation de diamants en quatre années, et absolument aucune importation, malgré des données contraires sur les exportations communiquées par d'autres pays. Une enquête réalisée en 2006 par Partenariat Afrique Canada, qui a révélé l'existence de la contrebande au Venezuela ainsi que la non-conformité du pays au PK, a entraîné presque deux années complètes de paralysie au sein du Processus de Kimberley au sujet de cette question. Bien que les ONG, l'industrie du diamant et certains gouvernements aient demandé l'expulsion du Venezuela, d'autres gouvernements se sont accrochés à l'espoir de voir le Venezuela être réhabilité. Puisque le PK fonctionne sur la base du consensus, une seule objection suffisait pour empêcher tout progrès.

Lors de la réunion intersession de juin 2008, le Venezuela a annoncé son « retrait » du PK. On a compris plus tard que cela voulait dire que le pays désirait encore être membre du PK, mais qu'il cesserait toute importation ou exportation pendant deux ans afin de réorganiser son industrie du diamant. Cela n'était pas tout à fait inédit : le Venezuela prétendait depuis des années ne pas avoir réalisé d'importations ou d'exportations, malgré les preuves de la poursuite de l'extraction et de la contrebande de diamants présentées dans le rapport de PAC et par d'autres sources.

La visite du PK au Venezuela, en octobre, sous la direction de l'Inde – qui assumait la présidence du Processus de Kimberley en 2008 – réunissait des représentants de la présidence de chaque groupe de travail du PK ainsi qu'un haut représentant de l'industrie. Plusieurs gouvernements ont reconnu que l'exclusion de la société civile rendait la mission factice, mais cela n'a pas empêché le chef de l'équipe de faire une description flatteuse à la plénière du PK à New Delhi, répétant à peu près tout ce que le Venezuela avait dit à l'équipe. On a omis de révéler les détails d'une visite complémentaire à un projet hydroélectrique (la seule expédition de l'équipe à l'extérieur de Caracas) sans rapport avec le PK.

Le « retrait » du Venezuela est une chimère diplomatique polie, destinée à camoufler la criminalité de la contrebande incessante de diamants du Venezuela vers le commerce légitime, et à dissimuler l'incapacité du Processus de Kimberley de sévir contre la non-conformité.

On entend maintenant certaines allégations selon lesquelles au moins quelques diamants du Venezuela auraient emprunté la voie du Panama. Le président de la **Panama Diamond Exchange**, dans une lettre au secrétaire général de la **World Federation of Diamond Bourses**, en juillet 2008, a donné le nom d'une personne qui ferait prétendument le commerce d'une « grande quantité de diamants bruts en provenance du Venezuela », et ce « depuis 10 ans ». Ni la lettre ni son contenu n'ont été transmis par l'industrie du diamant au Processus de Kimberley, que ce soit dans le contexte du débat en cours sur le Venezuela ou dans celui de la demande d'adhésion du Panama au SCPK, actuellement à l'étude.

COUP D'ÉTAT EN GUINÉE

Une nouveauté ou du déjà vu?

À la suite de la mort, le 22 décembre dernier, de l'homme fort et président de longue date de la Guinée, **Lansana Conté**, le **capitaine Moussa Dadis Camara** a pris la tête d'un coup d'État militaire. Conté, le deuxième président de la Guinée depuis son accession à l'indépendance de la France, il y a 51 ans, avait présidé un pays relativement paisible mais extrêmement appauvri, de plus en plus déchiré par la corruption et l'instabilité économique.

« En 1995, seulement 40 % de la population vivait avec moins d'un dollar par jour comparativement à 55 % aujourd'hui », a dit **Cellou Dalein**, un ancien premier ministre sous Lansana Conté, maintenant chef du parti de l'opposition, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG).

Quelques jours seulement après la prise du pouvoir, le nouveau gouvernement a fermé temporairement toutes les installations minières de la Guinée, disant qu'il entamerait des négociations avec les sociétés minières « dans les jours qui viennent » et qu'il favoriserait « une collaboration avantageuse pour toutes les parties ». On a dit à **Rio Tinto**, **Alcoa Inc.**, **UC RUSAL** de la Russie, **AngloGold Ashanti Ltd.** de l'Afrique du

Sud et à d'autres qu'on réévaluerait les contrats existants avec le gouvernement. Les dirigeants du coup d'État ont dit aussi qu'ils séviraient contre la corruption et tiendraient des élections démocratiques avant deux ans.

La Guinée produit 10 % du bauxite dans le monde, et l'on croit qu'elle recèle quelques-unes des plus importantes réserves de minerai de fer dans le monde. Les ventes de bauxite comptent pour près de 20 % du produit intérieur brut du pays.

Après la bauxite, les diamants arrivent au deuxième rang des exportations de la Guinée. La plus grande part de l'exploitation minière officielle de diamants se fait à l'**Aredor Diamond Mine**, près de Macenta. La **Trivalence Mining Corporation**, dont le siège est à Vancouver, détient une part de 85 % dans les opérations d'Aredor, qui reposent sur l'extraction alluviale. La société a aussi exploré le potentiel kimberlitique de la Guinée. La plus grande partie de la production de diamants de la Guinée est cependant de nature artisanale : les diamants sont extraits par des travailleurs artisans sur les chantiers alluviaux.

Une équipe d'examen du **Processus de Kimberley** a visité la Guinée au milieu de 2008 et a constaté que l'application des règlements du pays relatifs au PK était, au mieux, faible. La corruption dans le secteur était évidente et endémique, et les autorités de la Guinée n'avaient aucun moyen de vérifier d'où venaient réellement la plupart des diamants présentés pour l'exportation.

LES ATROCITÉS LIÉES AUX DIAMANTS DU ZIMBABWE

**Le PK ne s'intéresse pas
aux droits de la personne**

Le gouvernement du Zimbabwe, adepte de la violence, a tué des douzaines de mineurs alluviaux artisans afin d'en débarrasser les champs diamantifères du pays. Les demandes pressantes d'observateurs des ONG et de l'industrie, qu'ont appuyées plusieurs gouvernements et l'Union européenne, pour que le Processus de Kimberley réagisse sont demeurées lettre morte.

En novembre, les forces armées du Zimbabwe ont eu recours à la force pour sortir des mineurs de diamants des champs diamantifères de Chiadzwa. Dans leurs reportages, les journalistes ont dit que plus de 50 personnes avaient été tuées par balle, dont un bon nombre à partir d'hélicoptères. Les Zimbabwe Lawyers for Human Rights et plusieurs autres ont condamné cette action. Les médias internationaux qualifient maintenant de « diamants de sang » les diamants en provenance du Zimbabwe.

De plus, des reportages dans les médias et certaines déclarations du gouverneur de la Zimbabwe Central Bank, Gideon Gono, font état de grandes quantités de diamants du Zimbabwe entrant frauduleusement dans d'autres pays, en violation du SCPK. Deux contrebandiers arrêtés en Inde en 2008 auraient transporté des diamants du Zimbabwe valant plus de 600 000 \$. Une citoyenne du Zimbabwe arrêtée récemment à Dubaï était en possession de diamants de contrebande. Les preuves confirment que le Zimbabwe n'est plus en mesure de contrôler une bonne part de ses exportations de diamants.

Il y a une autre préoccupation. D'après les statistiques soumises au PK, les autorités du Zimbabwe conservent des stocks de diamants non exportés en quantités inhabituelles, atteignant 1,3 million de carats. Selon les prix moyens actuels par carat, cela pourrait représenter une valeur marchande très élevée. Personne ne sait si ces stocks sont intacts, et l'on craint qu'ils aient pu avoir été utilisés en partie comme monnaie d'échange contre des armes et d'autres produits importés.

Les ONG affirment que tout cela ternit la réputation du Processus de Kimberley, qui a été conçu pour mettre un terme au commerce des diamants de guerre par l'entremise d'un régime de réglementation international fondé sur des contrôles internes dans chaque pays participant. Si l'application de règlements entraîne des violations des droits de la personne et des meurtres extrajudiciaires systématiques, cela n'est guère mieux que le problème même auquel le PK cherche à mettre fin. Et si un pays ne peut, même en utilisant ces moyens, contrôler l'exportation illégale de ses diamants, le Processus de Kimberley doit réagir.

Les ONG, l'industrie et certains gouvernements ont préconisé la publication d'un énoncé sans équivoque de la part du Processus de Kimberley, qui condamnerait la violence, et certains se sont dits en faveur de l'expulsion du Zimbabwe. L'ami le plus notable que conserve le Zimbabwe

dans la région insiste toutefois pour dire que le Processus de Kimberley n'est pas une organisation de défense des droits de la personne, et l'Inde, à la présidence du PK en 2008, a dit qu'elle n'émettrait aucune déclaration sur le sujet sans un consensus total au sein du PK. Le Zimbabwe étant membre du PK, et protégé par au moins un de ses voisins, ce consensus aurait été peu probable, même si le président avait pris des mesures pour l'obtenir.

LE CONGO BRÛLE-T-IL?

Encore un autre conflit lié aux ressources

Les combats qui ont repris en août dernier dans les provinces du Kivu, en RDC, se sont amplifiés au cours des derniers mois, ce qui est dû en grande partie au Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), dirigé par Laurent Nkunda. On estime que 250 000 personnes ont dû fuir leur foyer, après avoir subi d'effroyables atrocités, y compris le viol collectif, qu'on a longtemps considéré comme une « arme de guerre » en RDC. Cette plus récente vague de réfugiés a rejoint les autres, dont le nombre est estimé à un million, qui ont subi les conséquences de l'instabilité dans les Kivus. Nkunda prétend que le conflit a pour but la défense nécessaire de la communauté tutsi contre la menace des rebelles hutus du Rwanda installés en RDC.

Une grande part du conflit porte cependant sur le contrôle des minéraux précieux des Kivus, la cassitérite, l'or, le coltan (un élément essentiel des téléphones cellulaires) et la wolframite (dont on tire le tungstène). Il n'est pas surprenant d'apprendre que l'exploitation illicite de ces minéraux a permis au conflit de se poursuivre pendant plusieurs années. Il se pourrait que le problème soit exacerbé par l'intérêt croissant de la Chine pour les ressources minérales de la région.

Il y a actuellement en RDC l'un des contingents de maintien de la paix des Nations Unies les plus nombreux de la planète, soit 7 000 hommes dans les Kivus et 3 000 hommes supplémentaires promis récemment; mais il reste à voir quelle efficacité peut avoir un si petit nombre de personnes. En décembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté deux résolutions afin de renouveler son embargo sur les armes dans la région et pour tenter de mettre fin au commerce illicite des ressources naturelles. On ne sait trop à quel point ces mesures seront efficaces.

Il reste encore à voir quel impact aura sur le conflit l'arrestation de Laurent Nkunda en janvier dernier. Bien que les diamants ne fassent pas encore partie du conflit actuel, ce dernier démontre que l'ère du Processus de Kimberley n'est pas révolue et rappelle sans trop de subtilité que le PK ne peut attendre, avant de resserrer ses contrôles, que les diamants soient à nouveau utilisés pour acheter des armes.

Global Witness a récemment produit un rapport sur ces questions, disponible à http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/681/en/recommendations.

On trouvera le texte des résolutions des Nations Unies à <http://www.un.org/french/docs/sc/2008/cs2008.htm>

RÉUNION PLÉNIÈRE DU PK EN INDE

Le cas du Venezuela est « réglé »

La Sixième réunion plénière annuelle du Processus de Kimberley a eu lieu en novembre à New Delhi; 42 participants y ont assisté (sur 49), de même que des délégations du World Diamond Council (WDC) et de la société civile, cette dernière étant représentée par des délégations de la Belgique, du Canada, de la Guinée, du Libéria, des Pays-Bas, de la République démocratique du Congo et du R.-U.

Comme nous le mentionnons ailleurs dans cette édition, l'une des principales réalisations a été la détermination du statut du Venezuela. En octobre, le PK avait finalement envoyé une « délégation de haut niveau » afin de découvrir certains faits concernant le Venezuela (soulignons avec regret l'exclusion de représentants de la société civile). La délégation a finalement abouti à la même conclusion que celle du rapport de Partenariat Afrique Canada de novembre 2006, c'est-à-dire que le Venezuela est incapable de se conformer aux normes minimales du PK ou même à ses propres lois sur la réglementation des diamants bruts. À compter de décembre, le Venezuela a effectivement été éconduit du système de certification du Processus de Kimberley (SCP), même si la destination de ses diamants de contrebande demeure un mystère.

Dans leurs discours d'ouverture lors de la plénière du PK, Eli Izhakoff (WDC) et Ian Smillie (PAC) ont rappelé aux participants que le Processus de Kimberley est une alliance tripartite unique entre des gouvernements, la société civile et le milieu des affaires, créée pour éliminer les diamants de guerre et leurs désastreuses conséquences d'ordre humanitaire. Les réalisations du PK ont été jusqu'à maintenant le fruit, ont-ils dit, de cette importante collaboration tripartite, qui elle doit demeurer au cœur des discussions et de la prise de décisions au sein du PK.

Questions diverses

Les coalitions d'ONG et de l'industrie ont lancé un appel pour que le système de surveillance du PK englobe les centres de taille et de polissage; l'appel n'a pas été entendu, mais des progrès ont été réalisés relativement à un certain nombre d'autres questions, y compris une nouvelle série de « mesures intérimaires » qu'il sera possible d'appliquer contre un pays en état de non-conformité prolongé. Ces mesures, que demandaient depuis longtemps la société civile et l'industrie, et dont on a longuement débattu, serviront de système d'alerte précoce, imposant au pays certaines étapes à franchir s'il ne veut pas être complètement exclu. Les membres du Groupe de travail sur la production artisanale de diamants alluviaux se sont entendus pour travailler de concert avec l'Initiative diamant et développement (IDD), et l'on a annoncé la création d'une plateforme de la société civile, l'Union de la rivière Mano, une nouvelle initiative régionale d'ONG pour la surveillance de la conformité au PK en Sierra Leone, en Guinée, au Libéria et en Côte d'Ivoire. On a aussi convenu que la surveillance et l'analyse statistique du PK feraient l'objet d'un suivi plus rigoureux.

En janvier 2009, la Namibie a pris le relais de la présidence du PK, et Israël, de la vice-présidence. Les documents officiels de la réunion du Processus de Kimberley à New Delhi sont disponibles à <http://www.kimberleyprocess.com/>

RALPH HAZLETON



Le 30 décembre dernier, notre bon ami et collègue Ralph Hazleton mourait d'une crise cardiaque foudroyante, à Ottawa. La veille, en pleine forme, il avait célébré son 70^e anniversaire de naissance.

Ralph était un homme de principes, d'un grand dévouement. Peu après avoir obtenu un doctorat en économie, il avait quitté ses États-Unis d'origine pour protester contre la guerre du Vietnam. Ce fut une perte pour les États-Unis, mais un gain pour le Canada. Ralph a travaillé pendant de nombreuses années dans le domaine du développement international, entre autres au sein d'Entraide universitaire mondiale du Canada et de CARE. Son travail chez CARE l'a amené dans certains des endroits les plus périlleux du monde. Il a travaillé pendant un certain temps au Libéria, lorsque le pays vivait ses pires moments, et il dirigeait les activités de CARE à Goma au plus fort de l'exode provoqué par le génocide au Rwanda.

Il a quitté CARE et a pris sa « retraite » il y a environ 10 ans, après avoir subi un pontage coronarien, mais il n'a pas tardé à s'ennuyer, et lorsque Partenariat Afrique Canada lui a demandé s'il aimerait s'attaquer au problème des diamants en Sierra Leone, il a sauté sur l'occasion. Ralph a co-rédigé la première étude de PAC sur les diamants : *Le cœur du problème : La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*. Il a représenté PAC à la toute première réunion de Kimberley, en Afrique du Sud, en 2000, et aux Nations Unies plus tard la même année, et il a poursuivi son travail, rédigeant plusieurs autres études de PAC sur l'industrie du diamant. Il a été l'un des pionniers de la campagne contre les diamants de guerre, et l'un des architectes du Processus de Kimberley, qui régleme dorénavant le commerce des diamants bruts dans le monde.

Chez PAC, nous nous souviendrons de Ralph Hazleton comme d'un homme qui a travaillé pour bâtir un monde meilleur et un ami qui nous manquera énormément.

LIVRES

Dust from our Eyes: An Unblinking Look at Africa, Joan Baxter, Wolsak and Wynn, 2008, 429 pages, 19 \$CAN

Hemingway a dit un jour qu'en tant que journaliste, les rédacteurs l'avaient toujours envoyé chercher des réponses aux questions *quoi, quand, où* et *qui*, mais jamais *pourquoi*. Joan Baxter a passé 25 années à vivre en Afrique et à y faire des reportages, et dans son nouveau livre, elle se confronte à toutes ces questions, mais elle met l'accent sur le *pourquoi*. Elle visite des pays qui font rarement les grands titres en occident – le Mali, le Burkina Faso, la Sierra Leone, le Cameroun – explorant leur histoire et leur culture à fond ainsi que les relations qu'ils entretiennent avec les étrangers. C'est peut-être une citation empruntée par Joan Baxter à Lewis Lapham qui explique le mieux le thème du livre : « Ceux qui ont élaboré la politique étrangère des États-Unis n'ont pas beaucoup de talent pour favoriser l'édification de démocraties exemplaires; [nous sommes] attirés par des dictateurs que nous engageons pour représenter nos intérêts commerciaux épris de liberté. »

M^{me} Baxter entremêle des chapitres sur l'or, les diamants et le coltan, avec d'autres sur le coton et sur les espoirs déçus d'une « révolution verte ». Elle ne s'étend pas sur les diamants de guerre, mais elle décrit avec une honnêteté brutale ce qu'ils ont légué à la Sierra Leone. Il n'existe probablement nulle part ailleurs de description plus concise ou émotive de la pauvreté, du danger et des conditions sordides qui caractérisent aujourd'hui l'extraction artisanale des diamants. Les guerres sont terminées, dit-elle, mais « cela signifie-t-il que ce sont des diamants de *paix*? Qu'ils sont produits de manière éthique? »

Joan Baxter voyage en Afrique non comme une voyageuse, mais comme une personne capable d'apprécier ses charmes, et de respecter la culture, les coutumes et les traditions qui ont aidé le continent à faire face à des relations de brutalité de longue date avec les étrangers ainsi qu'avec les temps modernes.

Legal Timber: Verification and Governance in the Forest Sector, David Brown et coll., Overseas Development Institute, Londres, 2008, 331 pages, 19,95 £

Ce livre traite du bois d'œuvre, mais il intéressera les participants du Processus de Kimberley ainsi que les personnes qui

cherchent à rendre le Processus de Kimberley plus efficace. Le livre examine un enjeu particulier de la politique forestière internationale : comment vérifier la légalité du bois d'œuvre dans le commerce par des moyens qui répondront à la fois aux intérêts commerciaux des pays producteurs, et aux préoccupations sociales et environnementales de la société civile et des consommateurs?

The House at Sugar Beach: In Search of a Lost African Childhood, Helene Cooper, Simon & Schuster, 2008, 354 pages, 25 \$US

Voici une autobiographie passionnante et admirablement écrite sur le fait de grandir dans la richesse, gâté et inconscient, dans un pays en déroute. Helene Cooper, correspondante diplomatique pour le *New York Times*, retourne dans son passé et décrit – à travers ses yeux d'enfant africaine – comment se sont écroulés le Libéria et une enfance idyllique.

VEILLE MÉDIAS

La **Letseng Mine** du Lesotho a produit l'an dernier un diamant blanc de 478 carats. D'après les *Diamond Intelligence Briefs*, le diamant, qu'on a appelé **Leseli La Letseng** (Lumière de Letseng), est le 20^e plus gros diamant jamais découvert et pourrait donner un diamant parfait de catégorie D de plus de 300 carats. Cela en ferait le plus gros diamant de sa catégorie depuis la production des bijoux de la couronne royale britannique.

Avant Noël, les sondages **JCK** aux États-Unis ont constaté que l'aggravation de la récession aux É.-U., de concert avec les crises du crédit et bancaires, ont touché plus de la moitié des entreprises de l'industrie nord-américaine de la bijouterie, y compris les détaillants, les manufacturiers et les fournisseurs. La plupart des gens de l'industrie s'attendent à ce que les affaires empirent au cours de la prochaine année avant de reprendre.

En décembre, le **Gems & Jewellery Export Promotion Council** de l'Inde a fait appel au gouvernement indien afin qu'il adopte « des mesures provisoires urgentes et immédiates » pour prévenir la perte de 25 à 30 % de sa main-d'œuvre en raison des « mises à pied dues à la récession ».

L'**industrie du diamant israélienne** a rapporté une baisse de 11,8 % des exportations de diamants polis en 2008 par rapport à 2007, un chiffre considérable si l'on tient compte du début tardif du

ralentissement économique. On s'attend aussi à de profondes répercussions dans les **pays producteurs de l'Afrique**. La chute dramatique des prix du platine, de l'or, du cuivre et du pétrole aura des effets néfastes sur l'emploi en Afrique et sur les recettes fiscales. En **Afrique du Sud**, l'industrie minière emploie 500 000 personnes et compte pour environ 8 % du PIB du pays.

Entretiens, au Canada, **De Beers** annonçait la fermeture, pendant 10 semaines en 2009, de sa mine de Snap Lake, dans les Territoires du Nord-Ouest, afin d'essayer de conserver des liquidités. On procédera à une fermeture de six semaines au cours de l'été et à une autre de quatre semaines en décembre.

Dans un rapport publié à la mi-janvier, **RBC Capital Markets** disait s'attendre à ce que le marché du diamant se dégrade davantage avant de s'améliorer. Le rapport expliquait que les ventes décevantes de Noël et les niveaux élevés de dettes dans les centres de taille continueraient de faire baisser les prix. Il expliquait aussi qu'une enquête en cours au sein de certaines **importantes firmes de diamants à Anvers** pour des allégations concernant le prix de cession interne et des irrégularités fiscales a restreint les liquidités encore davantage. « Les niveaux d'endettement dans les centres de taille demeurent élevés, à environ 15 milliards de dollars. Cela devrait se poursuivre à court terme puisqu'en bout de ligne, la faible demande de bijoux limitera les apports de liquidités jusque chez les tailleurs et les polisseurs, les clients étant lents à rembourser le crédit. En Inde, cela causera probablement quelques faillites chez les tailleurs », disait le rapport. Il prévenait que d'ici à ce que la demande de bijoux atteigne son niveau le plus bas et que les liquidités s'améliorent, les prix demeureront faibles.

AUTRES FACETTES

AutresFacettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication de Partenariat Afrique Canada. Les points de vue exprimés dans *AutresFacettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui de : Affaires étrangères et Commerce international Canada, Irish Aid, le Centre de recherches pour le développement international et plusieurs autres organismes.

Pour plus d'information, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada.

info@pacweb.org

<http://www.pacweb.org/>

ISSN :1496-7502